

PROPOSITIONS POUR UNE FRANCE SOLIDAIRE

Jun 2017

Proposition 1 : Garantir le juste paiement des impôts et lutter contre l'évasion fiscale

→ Je m'engage

Proposition 2 : Soutenir la justice fiscale en France

→ *Je m'engage pour la lutte contre l'optimisation fiscale et l'établissement de contreparties réelles mais pas sur la taxe sur les bénéficiaires détournés ni sur la liste crédible des paradis fiscaux.*

Je m'engage à soutenir la justice fiscale en France. En ce sens, mes propositions en la matière visent à rendre les impôts plus progressifs et à réduire l'injustice qu'ils génèrent. Je favoriserai l'établissement de contreparties réelles et négociées au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi dans les entreprises de plus de 50 salariés, en terme d'emploi, de recherche, d'innovation, ou encore en terme de réduction du temps de travail. Défenseur de l'idée de justice fiscale je travaillerai à la refonte du budget de l'Union européenne et de sa fiscalité afin de sortir de la concurrence et de l'injustice fiscale mais aussi pour retrouver des marges de manœuvre. Cette action s'accompagnera d'une taxe sur les multinationales pour lutter contre l'optimisation fiscale

Proposition 3 : Financer la solidarité internationale

→ *Je peux répondre oui pour la mise en œuvre de la Cop 21 mais pas sur le volume de l'aide au développement.*

Je m'emploierai, avec force et détermination, à garantir la mise en œuvre de la COP 21 et les objectifs de développement durable y compris dans les lois de finance pour tendre vers un monde durable et vivant. Lié à la conjoncture politique et aux aléas de l'économie, je ne peux m'engager sur un volume précis de crédits budgétaires alloués à l'aide publique au développement.

Proposition 4 : Réguler la finance ; Taxe sur les transactions financières affectée au changement climatique et au développement Durable

→ Je m'engage

Proposition 5 : Garantir une Agence Française de Développement au service de la lutte contre la pauvreté

→

Proposition 6 : Assurer une vraie transition énergétique et sortir des énergies fossiles

→ Je m'engage

Proposition 7 : Mettre fin au soutien de la France aux agro-carburants

→ Je m'engage

Proposition 8 : Financer l'adaptation des plus pauvres aux changements climatiques



Proposition 9 : Garantir une approche commune sécurité alimentaire / changements climatiques

→ *Je peux m'engager pour préserver la biodiversité.*

Afin de conjuguer sécurité alimentaire et lutte contre les changements climatiques, je créerai un Conservatoire des terres agricoles. Celui-ci rendra opposable les schémas d'aménagement et de protection de la nature ce qui permettra de protéger la biodiversité et de combattre les dérèglements climatiques. Ces mesures s'accompagneront d'actions visant à enrayer l'artificialisation des sols et l'étalement urbain.

Proposition 10 : Soutenir l'agro-écologie paysanne et non l'agro-business.

→ Je suis favorable aux initiatives favorisant l'agriculture familiale mais ne peut envisager un désengagement de la France de l'Alliance pour la sécurité Alimentaire et la Nutrition

Je suis favorable au soutien politique et financier de l'agriculture familiale et paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation. J'exclurai les services publics et l'agriculture du champ des négociations commerciales des traités de libre-échange (CETA et TAFTA). Afin de protéger nos agriculteurs, je défendrai leur position dans les contrats avec la grande distribution, j'améliorerai leurs conditions de travail, l'accès aux soins et à leurs droits sociaux. J'interdirai les perturbateurs endocriniens et proposerai des alternatives aux pesticides. Je défendrai une politique agricole commune (PAC) qui prévoit des mécanismes de régulation des marchés et des risques, et donne une priorité aux petites et moyennes exploitations.

Proposition 11 : Solidarité à l'égard des migrants ; réforme du régime d'asile européen

→ **Je m'engage**

Proposition 12 : Mettre fin à l'externalisation des politiques migratoires



Proposition 13 : Réguler les multinationales



Proposition 14 : Des conditions de travail de qualité et un salaire minimum vital pour tou-te-s

→ Je peux m'engager sur la régulation au niveau français et européen sur les abus ayant un impact sur les conditions de travail dans le Sud mais pas au niveau international.

Je m'engage à œuvrer pour la régulation des abus de pouvoir et le contrôle de la concurrence déloyale des acteurs économiques qui impactent directement les conditions de travail dans les pays du Sud. Je veux mettre fin à la concurrence entre les peuples. Je demanderai une révision de la directive sur les travailleurs détachés. De fait, j'œuvrerai à la création d'un socle européen des droits

sociaux comprenant un salaire minimum garanti pour que le salaire des uns ne soit plus un avantage comparatif contre les autres.

Proposition 15 : Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes.

→ Je m'engage.

Garantir le respect et la mise en œuvre des droits des femmes s'avère une évidence. Je créerai un corps de contrôle anti-discriminations pour garantir l'égalité réelle. Je doublerai les moyens à disposition du ministère des Droits des femmes, pour mieux soutenir les associations et mener des campagnes de sensibilisation contre le sexisme. Je renforcerai le contrôle et les sanctions contre les entreprises qui ne respectent pas leurs obligations en matière d'égalité salariale, et je publierai la liste des entreprises concernées. Enfin, pour la parité en politique, j'augmenterai les amendes infligées aux partis en cas de non-respect de la parité lors des élections.